Republique de Côte d'Ivoire
Union – Discipline – Travail

Construisons le Développement de Demain

MINISTERE DES EAUX ET FORETS
CELLULE DE SUIVI DES PROJET C2D

PROJET D'APPUI A LA PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES DE COTE D'IVOIRE (PAPREN)

RECRUTEMENT DES EXPERTS ET DU PERSONNEL ADMINISTRATIF DE L'UCP DU PROJET D'APPUI À LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES (PAPREN)

Termes de Référence

20 avril 2026

1. Contexte

L'allègement de la dette dont a bénéficié la Côte d'Ivoire, dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres très Endettés (I-PPTE) a porté sur un montant global **2 500 Mds** FCFA de dette contractée auprès de la France. Une partie de ce montant, soit **600 Mds FCFA,** a été annulée et la seconde partie, **1 902 Mds FCFA,** a fait l'objet de signature de trois (03) Contrats de Désendettement et de Développement (C2D) :

- 1er C2D : signé le 1er décembre 2012, d'un montant de **413,25 Mds FCFA,** exécuté sur la période **2012-2015** ;
- 2ème C2D : signé le 03 décembre 2014, d'un montant de **737,95 Mds FCFA,** exécuté sur la période **2014-2020 ;**
- 3ème C2D : signé le 27 octobre 2021, d'un montant de **750,77 Mds FCFA,** à exécuter sur la période **2021-2025.**

Le C2D couvre neuf (9) secteurs de concentration et finance aussi des Appuis Budgétaires au bénéfice de l'Etat et met également à disposition un fonds pour les études et le pilotage du Programme.

Le secteur des « eaux et forêts » a été identifié comme étant un secteur de concentration devant bénéficier des ressources de ces Contrats. Ainsi, les concertations ont permis d'aboutir à :

- la formulation de deux composantes dans le cadre du Projet de Conservation des Ressources Naturelles de Côte d'Ivoire (CORENA) : (i) un appui institutionnel au MINEF pour un montant **891 548 270FCFA** et (ii) la réalisation de l'Inventaire Forestier et Faunique National (IFFN) qui a permis de mieux connaître l'état des ressources naturelles du pays, pour une dotation de **4 596 193 161 FCFA ;**

- le montage d'un second appui institutionnel au Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) sur les ressources du Programme Filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire (FADCI) d'un montant d'**un (01) milliard F CFA** ;
- la définition du Projet d'Appui à la Préservation des Ressources Nationales (PAPREN, 3ème C2D) d'un montant de **19 678 710 000 FCFA.** La convention d'affection d'affectation a été signée en décembre 2025.

Le PAPREN vise à soutenir la mise en œuvre de la Stratégie de Préservation et Réhabilitation et d'Extension des Forêts (SPREF) et du Plan de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PLANGIRE), à travers une approche territoriale intégrée et participative.

Le projet, prévu pour une durée de six (6) ans, couvre les Bassins Versants de la rivière Mé et de la lagune d'Aghien, ainsi que certains sites spécifiques tels que l'agro-forêt d'Agbo 2 et la réserve botanique de Divo.

La réussite du PAPREN repose sur la mise en place d'une équipe pluridisciplinaire, compétente et opérationnelle au sein d'une Unité de Coordination de Projet (UCP) qui sera basée à **Adzopé**. Dans cette optique il est prévu le recrutement de plusieurs expert(e)s et personnel administratif au sein de ladite UCP.

Les profils recherchés sont les suivants :

- Un(e) Expert(e) en Foresterie, Plantation et Forêts Naturelles ;
- Un(e) Expert(e) en Développement Local ;

- Un(e) Expert(e) en Ressources en Eau ;
- Un(e) Expert(e) en Agroforesterie / Agronomie et Agroécologie ;
- Un(e) Expert(e) en Communication Communautaire ;
- Un(e) Expert(e) SIG, Cartographie et gestion de Base de Données ;
- Un(e) Expert(e) Environnemental et Social (en lien avec la mise en œuvre du CGES) ;
- Un(e) Responsable Administratif et Financier (RAF) ;
- Un(e) Responsable Passation de Marchés ;
- Un(e) Responsable Suivi-Évaluation ;
- Un(e) Assistant(e) Administratif(ve) ;
- Trois (03) chauffeurs.

Les présents termes de référence décrivent la mission qui sera confiée à chacun des experts, responsables et agents qui seront recrutés au sein de l'UCP.

2. Description du Projet

2.1) Finalité et objectifs du Projet

La finalité du Projet est d'assurer une gestion durable des ressources forestières et hydriques dans les Bassins Versants de la Rivière Mé et la Lagune d'Aghien, en impliquant tous les acteurs intervenant dans la zone d'intervention, afin de garantir des bénéfices à long terme pour les populations rurales

Il s'agira plus spécifiquement de :

1) Renforcer les capacités des communautés locales et des administrations territoriales et décentralisées pour une gestion participative et durable des ressources forestières et hydrologiques dans le bassin versant de La Mé ;
2) Contribuer à la protection de la lagune d'Aghien et la réhabilitation de son bassin versant de proximité ;
3) Mettre en œuvre la réhabilitation et la gestion durable d'une agro-forêt (AF) et de ses environs proches en impliquant les communautés locales ;
4) Appuyer des instituts de recherche pour développer des itinéraires techniques agroforestiers participatifs dans les cacaoyères et les palmeraies.

2.2) Composantes et Résultats attendus du projet PAPREN

L'UCP aura en charge la mise en œuvre et le suivi des composantes du projet PAPREN.

Composante 1 : Gestion des ressources naturelles dans le Bassin Versant de La Mé

Les résultats attendus concernent :

(i) le système hydrographique des 2 BV est connu dans ses différentes composantes et la gestion des cours d'eau est améliorée ;
(ii) le couvert forestier dans le Domaine rural augmente de manière durable ;
(iii) les communautés locales bénéficient directement de l'augmentation du couvert forestier.

Composante 2 : Gestion des ressources naturelles dans le Bassin Versant d'Aghien

Cette composante permettra d'apporter des appuis à la gestion améliorée des ressources naturelles du Bassin Versant d'Aghien. Elle vise :

(i) la préservation de la réserve d'Aghien ;
(ii) la participation des communautés locales à la conservation du Bassin ;

<u>Composante 3</u> : Interventions en dehors des BV
L'intérêt de ces interventions résident dans :

(i) la préservation de l'agro-forêt d'Agbo 2 ;
(ii) le domaine rural autour de l'agro-forêt d'Agbo 2 bénéficie d'une augmentation du couvert forestier, en lien avec les partenariats entre les communautés locales et les sociétés forestières ;
(iii) l'augmentation du couvert forestier de la Réserve botanique de Divo avec des systèmes agroforestiers cacaoyers réplicables dans le pays.

<u>Composante 4</u> : Maitrise des risques E & S
Le projet s'attèlera à la mise en œuvre du suivi environnemental et social élaboré dans le Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES).

<u>Composante 5</u> : Gestion du projet
La gestion du projet est dévolue à l'UCP à Adzopé et supervisée par la CSP créée au sein du Ministère des Eaux et Forêts.

2.3) <u>Coût du projet</u>

Le coût du projet est de **19 678 710 000 F CFA** financés sur les fonds du 3ème C2D dont le contrat entre les Gouvernement Français et Ivoirien a été signé le 27 octobre 2021**.**

3. Unité de Coordination du Projet

La gestion opérationnelle du projet (l'ensemble des composantes) sera suivie par une UCP, conformément aux dispositions du C2D, sous la tutelle directe du MINEF représenté par sa Cellule de Suivi de Projet (CSP). Le personnel dédié au projet (fonctionnaire ou privé) sera sélectionné par appel à candidatures.

L'équipe en charge du suivi technique sera délocalisée en région, notamment à Adzopé. L'UCP est chargée de :

- Coordonner l'exécution du Projet ;
- Organiser et gérer les activités opérationnelles du Projet ;
- Tenir et présenter les comptes et les rapports financiers ;
- Assurer le suivi et l'évaluation du Projet ;
- Préparer les rapports de l'exécution du Projet.

4. Conditions de participation

Les différents postes de l'UCP sont ouverts à toute personne issue du privé ou aux agents et fonctionnaires de l'Etat de Côte d'Ivoire qui répondent aux critères ci-dessous. Un candidat fonctionnaire devra s'engager, après son recrutement, à fournir une attestation écrite de son ministère ou employeur attestant du fait qu'il bénéficie d'un détachement et qu'il est autorisé à travailler à plein temps en dehors de son poste officiel antérieur.

Il s'agit d'un poste qui ne peut être cumulé avec d'autres fonctions.
Les candidats devront être disponibles sans délai pour leur prise de fonction.

5. Durée de la mission

La durée du contrat est **d'un (01) an renouvelable sur la durée du projet** telle qu'indiquée dans la Convention d'Affectation du projet. Le renouvellement ne peut intervenir que si les états de service du candidat recruté sont satisfaisants pour le projet à l'issue d'une évaluation annuelle diligentée par le ST-C2D et le MINEF.

6. Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation signée du candidat, adressée au Ministre des Eaux et Forêts indiquant clairement l'emploi pour lequel il postule ;
- Un curriculum vitae certifié sincère et signé ;
- La photocopie légalisée des diplômes pertinents pour le poste et figurant dans le CV ;
- Les attestations/certificats de travail pour les déclarations de poste figurant dans le CV ;
- Une référence pour chaque expérience pertinente correspondant aux postes notamment les noms et prénoms, les coordonnées téléphoniques et électroniques des anciens employeurs.

7. Procédure de recrutement

7.1) Etapes de recrutement

Le recrutement se déroulera en trois (03) étapes :

- Une phase de présélection des six (06) meilleures candidatures sur analyse de dossiers réalisée par le Comité mis en place à cet effet ;
- Une phase de test écrit chronométré sera organisée pour les six (06) candidats présélectionnés, pour évaluer leurs capacités rédactionnelles, la logique de raisonnement et la compréhension opérationnelle des enjeux en lien avec chaque poste. Les candidats sélectionnés recevront une étude de cas ou une situation inspirée d'un projet antérieur, sur laquelle ils devront proposer une réponse structurée dans un délai imparti.
- Une phase de sélection finale par entretiens individuels des trois (03) meilleurs candidats présélectionnés lors de la phase précédente du test écrit.

Pour le recrutement des chauffeurs, seule la phase de présélection sur dossier (seulement 3 candidatures présélectionnées) et la phase d'entretiens individuels seront réalisées.

Conformément à la procédure retenue par les instances du C2D, cette phase de la sélection sera effectuée par un comité de sélection comprenant :

(i) Un représentant du ST-C2D (Primature) ;
(ii) Un représentant du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget ;
(iii) Un représentant du Ministère du Plan et du Développement ;
(iv) Le Ministère des Eaux et Forêts représenté par : un(e) membre du Cabinet de Monsieur le Ministre, un (e) membre de la CSP-C2D, un représentant de chacune des structures suivantes : L'Inspection Générale, Direction Générale des Forêts et

de la Faune (DGFF) et Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) et Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF).

Le MINEF assurera la présidence du comité et un rapporteur de séance, parmi les membres présents du comité, sera désigné par le président du comité.

La présélection sera faite sur la base d'une grille prédéfinie, établie en tenant compte des termes de références et qui aura reçu l'ANO formelle de l'AFD. L'AFD devra également donner un ANO sur la liste des 6 candidats présélectionnés, dossiers de candidatures à l'appui ; puis un ANO final sur le/la candidat (e) retenu(e) pour chaque poste.

Seuls les candidats dont le dossier aura été présélectionné seront contactés par le comité de sélection qui fixera la date de l'entretien.

7.2) Critères de sélection

La sélection des candidats sera globalement basée sur les critères suivants :

- La capacité rédactionnelle des documents (lettre de motivation, test écrit) ;
- La qualification ou le niveau d'étude ;
- L'expérience professionnelle globale et la connaissance des défis liés au poste (CV, test écrit et entretien) ;
- Les expériences similaires effectuées (CV, test écrit et entretien) ;
- L'aptitude à apporter des solutions innovantes aux problématiques liées au poste (entretien) ;
- L'aptitude à travailler en équipe (entretien).

8. Dépôt et date de clôture des candidatures

Les dossiers de candidature (un original et neuf (09) copies papier + une copie numérique (clé USB) devront être adressés au **Ministre des Eaux et Forêts,** sous pli fermé portant la mention :

Confidentiel - Candidature au poste de :

« ***Titre du poste*** » du Projet d'Appui à la Préservation des Ressources Naturelles (PAPREN)

Le dossier de candidature doit être déposé sous **plis fermés auprès du Sous/Directeur du Personnel de la Direction des Ressources Humaines et de la Formation du Ministère des Eaux et Forêts, sis à Abidjan, Cocody, au carrefour Duncan** au plus tard le **20/05/2026, à 16h30, heure locale.**

Auprès de **Colonel KOUADIO Konan Kan Fulbert**, Sous/Directeur du personnel à la Direction des Ressources Humaines et de la Formation du Ministère des Eaux et Forêts, **de 8h30 à 16h30. Mobile (+225) 07 07 30 27 32**

NB. : les personnes ayant participé à l'élaboration des présents termes de référence ne sont pas autorisées à participer à cet appel à candidature.

ANNEXE : FICHES DE POSTES

1. Expert(e) en Foresterie, Plantation et Forêts Naturelles

1.1. Description détaillée de la fonction de l'Expert(e) en Foresterie, Plantation et Forêts Naturelles

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, l'Expert(e) en Foresterie, Plantation et Forêts Naturelles est chargé(e) d'apporter un appui technique stratégique à la mise en œuvre des activités de reboisement, d'enrichissement forestier et de gestion durable des forêts privées et communautaires dans les zones d'intervention du projet.

Il/elle veillera à la qualité technique, environnementale et réglementaire des interventions liées aux plantations forestières et agroforestières, conformément aux politiques forestières nationales, aux exigences environnementales et sociales de l'AFD et aux objectifs du PAPREN. Il/elle accompagnera les propriétaires forestiers, les coopératives, les organisations communautaires et les jeunes planteurs dans la planification, l'installation, l'entretien et la valorisation durable des plantations.

L'Expert(e) contribuera à la sensibilisation des acteurs locaux aux enjeux de conservation, de restauration forestière et de valorisation économique des forêts privées. Il/elle assurera le suivi des performances des plantations (taux de survie, croissance, diversité des essences) et participe à la capitalisation des acquis et à la documentation des résultats du projet. Son action visera à renforcer la durabilité, la résilience écologique et la contribution économique du patrimoine forestier privé dans la zone du PAPREN.

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **planification et de mise en œuvre technique** de :

- Appuyer la conception, la planification et la mise en œuvre des activités de reboisement, d'enrichissement forestier et de plantations agroforestières sur les domaines privés et communautaires ;
- Identifier et promouvoir des essences forestières et agroforestières adaptées aux conditions écologiques locales et aux objectifs du projet ;
- Veiller au respect des normes techniques, environnementales et réglementaires applicables aux forêts privées ;
- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de plans et documents de gestion durable des plantations et forêts ;
- Appuyer la préparation des TdR/cahiers des charges et la définition de critères techniques pour les appels à projets/appels d'offres liés aux plantations et à la sylviculture dans la zone du PAPREN ;
- Assurer le suivi et le contrôle qualité et la réception technique des prestations (plantation, entretien, regarnissage).

En matière de **diagnostic et de suivi des plantations** de :

- Réaliser ou appuyer les diagnostics des plantations existantes (inventaires, état des peuplements, essences, pratiques sylvicoles) ;
- Mettre en place et utiliser des outils de suivi des plantations (fiches techniques, relevés GPS, bases de données) ;
- Assurer le suivi des performances des plantations (croissance, survie, état sanitaire) ;
- Contribuer à la collecte, à l'analyse et à la consolidation des données techniques relatives aux plantations.

En matière d'**appui aux acteurs locaux et de renforcement des capacités** de :

- Accompagner les propriétaires forestiers, coopératives et organisations communautaires dans la gestion technique et économique de leurs plantations ;
- Appuyer la structuration et l'encadrement technique des acteurs impliqués dans la valorisation des plantations (producteurs, jeunes planteurs, coopératives) ;
- Organiser et animer des sessions de formation et de sensibilisation sur la gestion durable des forêts privées et l'agroforesterie ;
- Contribuer à la diffusion des bonnes pratiques sylvicoles et agroforestières.

En matière de **coordination, reporting et capitalisation** de :

- Assurer un reporting technique régulier des activités auprès du Coordonnateur de l'UCP ;
- Contribuer à l'élaboration des rapports d'avancement, rapports techniques et documents de capitalisation du projet ;
- Participer aux réunions de coordination technique du projet ;
- Appuyer la capitalisation et la diffusion des résultats et des enseignements tirés des activités de plantations ;
- Proposer et actualiser un plan de formation technique annuel (thèmes, supports, cibles) ;
- Assurer le rôle de point focal technique forestier pour des échanges avec d'autres projets/instances techniques.

1.2. Qualification et expérience requise

1.2.1. Diplôme et qualification

Etre titulaire d'un diplôme supérieur de niveau BAC+5 en foresterie, sylviculture, agroforesterie, gestion des ressources naturelles ou tout autre domaine équivalent délivré par un établissement reconnu.

1.2.2. Expérience professionnelle

1.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine des plantations forestières, de l'agroforesterie ou de la gestion durable des forêts, dont une expérience significative en appui technique de terrain.

1.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

Avoir participé pendant au moins trois (03) ans à la mise en œuvre de projets de développement rural, forestier ou environnemental, idéalement financés par des bailleurs internationaux, incluant des activités de reboisement, de gestion de forêts privées ou communautaires.

1.2.3. Compétences

1.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Solides connaissances en sylviculture tropicale, agroforesterie et restauration forestière ;
- Maîtrise des techniques de plantation, d'entretien et de suivi des peuplements forestiers ;
- Connaissance des outils de suivi géolocalisé et des SIG (atout) ;
- Capacité d'analyse, de planification et de rédaction de rapports techniques
- Capacités de dialogue avec des communautés rurales, des coopératives et/ou OSC locales.

1.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Aptitude au travail en équipe pluridisciplinaire et en milieu rural ;
- Orientation terrain, endurance et sens pratique ;
- Rigueur, exigence de qualité et respect des normes ;
- Bonnes capacités de communication, de formation et de sensibilisation ;
- Pédagogie et capacité de persuasion auprès de publics variés ;
- Sens de l'initiative, autonomie et capacité d'adaptation
- Esprit de coopération et sens de la médiation.

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

2. Expert(e) en Développement Local

2.1. Description détaillée de la fonction de l'Expert(e) Développement Local

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, l'Expert(e) en Développement Local pilotera l'ensemble des activités liées à l'ancrage territorial, à la participation communautaire et au développement local durable dans les zones d'intervention du projet.

Véritable facilitateur de la concertation et de l'appropriation locale, il/elle accompagnera les collectivités locales et les communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre de Plans de Développement Locaux (PDL) intégrant la préservation des ressources naturelles. Il/elle soutiendra les initiatives économiques locales compatibles avec la conservation des écosystèmes et contribuera au renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de gouvernance, de gestion foncière, d'organisation communautaire, d'inclusion sociale et de genre.

L'Expert(e) en développement local jouera également un rôle d'interface entre l'UCP, les collectivités territoriales, notamment le CR de la Mé et sa cellule verte, et les populations pour garantir l'efficacité et la durabilité des interventions du projet. Ses actions porteront sur l'ensemble des composantes du projet, avec un accent particulier sur l'appropriation locale et le développement socio-économique territorial.

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **développement territorial et communautaire** de :

- Appuyer les collectivités locales (Conseils régionaux, communes) dans la planification, l'élaboration et la mise à jour des Plans de Développement Locaux (PDL) intégrant les enjeux de préservation des ressources naturelles ;
- Identifier, accompagner et renforcer les capacités des organisations communautaires et des OSC impliquées dans la mise en œuvre du projet ;
- Faciliter la concertation multi-acteurs et les processus d'appropriation locale des actions du projet ;
- Participer à la planification et à la mise en œuvre d'activités communautaires compatibles avec les objectifs du projet (éducation, infrastructures locales, activités génératrices de revenus) ;
- Soutenir les initiatives de développement économique local durable, notamment dans les filières agricoles ou forestières locales ;
- Veiller à l'intégration du genre, de l'inclusion sociale et de la participation des groupes vulnérables dans toutes les activités ;
- Contribuer à la collecte de données sociales et à la capitalisation des bonnes pratiques locales pour le suivi et l'amélioration des interventions.

- En lien avec les activités précédentes, préparer les TdR/cahiers des charges et critères techniques des appels à projets et/ou appels d'offres sur destinés à la mise en place d'AGR.

En matière de **concertation et communication** de :

- Elaborer, organiser et animer des ateliers, réunions et forums multi-acteurs à l'échelle locale. A ce titre, l'expert.e prendra contact avec l'AFOR pour suivre le processus de massification des opérations de sécurisation foncière menée par cette agence dans la zone du PAPREN ;
- Assurer la médiation entre collectivités, communautés et autres parties prenantes pour favoriser la cohérence des interventions du projet ;
- Participer à la rédaction des rapports d'exécution technique et financière du projet, et de suivi du CGES et du CPR.

En matière **suivi et évaluation sociale et territoriale** de :

- Participer au suivi participatif des actions du projet ;
- Documenter et analyser les impacts sociaux et territoriaux des interventions, en lien étroit avec l'expert E&S ;
- Identifier les opportunités et obstacles à l'intégration des priorités locales dans le projet et proposer des mesures correctives.

2.2. Qualification et expérience requise

2.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau BAC+5 en développement local, développement rural, agroéconomie, économie rurale, agronomie et sciences sociales, aménagement du territoire ou discipline équivalente délivré par un établissement reconnu.

2.2.2. Expérience professionnelle

2.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins huit (08) ans d'expérience professionnelle dans la mise en œuvre de projets de développement rural ou communautaire, avec un rôle d'accompagnement des collectivités et communautés

2.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

- Avoir travaillé pendant au moins cinq (5) ans sur des projets de développement territorial ou rural, financés par des bailleurs internationaux ou institutions publiques, avec un rôle de coordination ou d'appui aux collectivités ;
- Avoir participé à l'élaboration ou à l'accompagnement de Plans de Développement Locaux (PDL) et de dynamiques territoriales participatives ;
- Avoir une connaissance approfondie des politiques ivoiriennes de décentralisation, de développement rural et des enjeux sociaux et fonciers ;

- Avoir une expérience en animation participative, approche sensible au genre, et travail avec les collectivités territoriales

2.2.3. Compétences

2.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Maîtrise des approches participatives, de la planification territoriale et du développement communautaire ;
- Capacités avérées d'animation, de concertation et de facilitation auprès de différents acteurs ;
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint) ; la connaissance des SIG ou du suivi participatif constitue un atout ;
- Solides capacités de synthèse et de rédaction de rapports.

2.2.2.4. Compétences managériales et transversales

- Autonomie, rigueur, sens de l'initiative et esprit d'équipe ;
- Aptitudes relationnelles et communicationnelles pour interagir avec des acteurs variés ;
- Capacité à travailler sous pression et à gérer des priorités multiples ;
- Forte capacité de facilitation (ateliers, forums, médiation) ;
- Esprit d'initiative, autonomie et sens de la redevabilité ;
- Posture inclusive (femmes, jeunes, groupes vulnérables) ;
- Capacité à rester calme et constructif en situation de tension.

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

3. Expert(e) en Ressources en Eau

3.1. Description détaillée de la fonction de l'Expert(e) en Ressources en Eau

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, l'Expert(e) en ressources en eau pilotera l'ensemble des activités liées à la gestion durable des ressources hydriques dans les zones d'intervention du projet.

Il/elle assurera le diagnostic et le suivi des ressources en eau, proposera des mesures techniques pour protéger et restaurer les écosystèmes aquatiques et accompagnera les collectivités et communautés locales dans l'adoption de bonnes pratiques de gestion de l'eau.

Véritable référence technique en hydrologie et/ou hydrogéologie, l'Expert(e) contribuera à la mise en œuvre des activités du plan de gestion intégrée des ressources en eau (PLANGIRE) concernées par le PAPREN et participera à la sécurisation de l'accès à l'eau pour les populations et les écosystèmes, tout en soutenant les objectifs environnementaux du PAPREN. Ainsi, il/elle accompagnera les actions de restauration des berges, de protection des têtes de sources, et de lutte contre l'érosion.

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **diagnostic et suivi hydrologique** de :

- Réaliser des diagnostics hydrologiques pour identifier les enjeux liés à la quantité, la qualité, la disponibilité et la vulnérabilité des ressources en eau ;
- analyser et modéliser les données hydrologiques et hydrogéologiques pour les bassins de la Mé, la lagune d'Aghien et autres zones cibles ;
- Contribuer à l'Inventaire National des Ressources en Eau et des Ouvrages Hydrauliques (INREOH) dans les zones d'intervention ;
- Identifier les menaces hydriques (pollution agricole, orpaillage, turbidité, changement climatique) et proposer des mesures correctives et d'atténuation ;
- Participer à l'analyse des risques environnementaux et sociaux liés à la gestion de l'eau.

En matière de **planification et gestion intégrée** de :

- Soutenir la mise en œuvre du Plan de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PLANGIRE) au niveau local ;
- Intégrer les enjeux de l'eau dans les plans d'aménagement territorial, notamment les PDL, et les pratiques agricoles ;
- Appuyer les initiatives communautaires de restauration écologique (boisement de berges, agroforesterie hydrosensible) ;
- En lien avec les activités précédentes, préparer les TdR/cahiers des charges et critères techniques des appels à projets et/ou appels d'offres sur les « ressources en eau » (études, travaux, équipements) ;
- Suivre l'exécution des marchés des prestataires : contrôle qualité, réception, conformité aux normes et mesures E&S ;
- Contribuer à la production de rapports techniques et cartographiques sur l'état des ressources en eau.

- Participer à la rédaction des rapports d'exécution technique et financière du projet.

En matière de **renforcement des capacités et communication** de :

- Former les acteurs locaux et partenaires institutionnels (DGRE, MINEF, collectivités, OSC) sur la gestion durable des ressources en eau ;
- Organiser et animer des ateliers et réunions techniques multi-acteurs ;
- Produire des rapports périodiques et contribuer à la capitalisation des bonnes pratiques et expériences locales.

3.2. Qualification et expérience requise

3.2.1. Diplôme et qualification

Etre titulaire d'un diplôme supérieur de niveau BAC+5 en Hydrologie, Hydrogéologie, Gestion des Ressources en Eau, Génie de l'Eau ou discipline équivalente délivré par un établissement reconnu.

3.2.2. Expérience professionnelle

3.2.2.1. Expérience professionnelle générale

- Justifier d'au moins cinq (5) années d'expérience professionnelle dans des projets de gestion des ressources en eau ou en hydrologie ou hydrogéologie appliquée, de préférence en Afrique de l'Ouest ou en zone tropicale humide ;
- Expérience avérée dans la collecte, l'analyse et la modélisation des données hydrologiques, hydrogéologiques et dans l'accompagnement technique des collectivités et communautés locales.

3.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

- Connaissance approfondie du contexte ivoirien et des politiques nationales liées à l'eau (PLANGIRE, Code de l'eau) ;
- Expérience dans l'élaboration de mesures d'atténuation des menaces hydriques et la gestion durable des ressources en eau ;
- Justifier d'une expérience de suivi ou de contrôle d'au moins deux (02) projets d'études relatifs à la connaissance quantitative et qualitative des ressources en eau ;
- Bonne pratique de la cartographie et des SIG pour le suivi et l'évaluation des ressources hydriques.

3.2.3. Compétences

3.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Maîtrise des outils d'hydrologie et d'hydrogéologie appliquée et de modélisation hydrologique ;
- Expérience en gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ;
- Connaissance des enjeux de pollution hydrique (orpaillage, pesticides, matières en suspension) ;

- Justifier d'une expérience sur les systèmes d'information géographiques sur les ressources en eau ;
- Maîtrise des outils SIG, cartographie et de modélisation (QGIS, ArcGIS, SURFER, MIKE HYDRO, MODFLOW, FEEFLOW, etc.) ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et de synthèse.

3.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Autonomie, rigueur, sens de l'organisation et esprit d'initiative ;
- Capacité à travailler dans un environnement pluridisciplinaire et interculturel ;
- Aptitudes relationnelles et de communication pour interagir avec les collectivités, OSC et partenaires techniques ;
- Connaissance des langues locales et expérience de sensibilisation communautaire ;
- Capacité à vulgariser des résultats techniques ;
- Expérience dans le suivi participatif et la capitalisation des bonnes pratiques.

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

4. Expert(e) en Agroforesterie, Agronomie et Agroécologie

4.1. Description détaillée de la fonction de l'Expert(e) en Agroforesterie, Agronomie et Agroécologie

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, l'Expert(e) en Agroforesterie, Agronomie et Agroécologie pilotera l'ensemble des activités liées à l'accompagnement technique des systèmes agricoles durables et agroécologiques du projet.

Il/elle appuiera les producteurs locaux dans la mise en œuvre de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, intégrant cultures vivrières et plantations d'arbres, tout en favorisant la résilience climatique, la fertilité des sols et la diversification des revenus.

Véritable référence technique, l'Expert(e) concevra des itinéraires techniques adaptés aux conditions locales, encadrera les actions de formation et de démonstration, participera au suivi technique des parcelles, et contribuera à la documentation et à la capitalisation des bonnes pratiques. Ses actions viseront à promouvoir une agriculture durable, intégrée aux dynamiques de préservation des ressources naturelles portées par le PAPREN.

Ses interventions couvriront toutes les zones d'action du projet, avec un accent sur la restauration des terres, la mise en place de systèmes agroforestiers et l'amélioration des performances agronomiques.
Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière d'**appui technique agricole et agroécologique** de :

- Identifier et accompagner les exploitations agricoles pour l'intégration de pratiques agroforestières ou agroécologiques ;
- Participer à la mise en place de systèmes agricoles durables dans les zones d'intervention (domaines ruraux, réserves forestières, sites pilotes) ;
- Élaborer et diffuser des itinéraires techniques adaptés au contexte local et aux types de cultures (notamment cacao, cultures vivrières et plantations multi-usages) incluant fertilité des sols et résilience climatique ;
- Encadrer la formation des producteurs et animateurs locaux sur les techniques agroécologiques, la gestion durable des sols et la valorisation de la biodiversité cultivée ;
- Contribuer à la mise en œuvre de projets pilotes et démonstratifs (parcelles, pépinières, reboisement) ;
- Collaborer à la valorisation économique des produits issus de l'agroforesterie (bois, PFNL, produits agricoles) ;
- Participer au suivi-évaluation des résultats agronomiques, socio-environnementaux et économiques ;
- En lien avec les activités précédentes, préparer les TdR/cahiers des charges et critères techniques des appels à projets et/ou appels d'offres sur l'agroforesterie/agroécologie ;

- Contribuer au suivi-qualité et à la réception des prestations (pépinières, parcelles, appuis techniques).

En matière de **concertation et accompagnement des acteurs** de :

- Travailler en coordination avec les collectivités, coopératives, ONG et structures locales telles qu'ANADER ;
- Assurer la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques agricoles et agroécologiques ;
- Participer aux ateliers et réunions techniques multi-acteurs pour promouvoir l'agroécologie et l'agroforesterie.

En matière de **suivi et documentation** de :

- Participer au suivi technique des parcelles pilotes et démonstratives ;
- Contribuer à l'analyse et à la synthèse des performances agronomiques et environnementales ;
- Documenter les pratiques innovantes et les résultats pour une meilleure diffusion et adoption
- Participer à la rédaction des rapports d'exécution technique et financière du projet.

4.2. Qualification et expérience requise

4.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau BAC+5 en agroforesterie, agronomie, agroécologie, foresterie ou discipline équivalente délivré par un établissement reconnu.

4.2.2. Expérience professionnelle

4.2.2.1. Expérience professionnelle générale

- Justifier d'au moins cinq (5) années d'expérience dans la mise en œuvre de projets agricoles durables, agroforesterie ou agroécologie en milieu rural ;
- Expérience en appui/conseil technique aux producteurs, coopératives et structures locales.
-

4.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

- Bonne connaissance des systèmes agricoles et agroforestiers en Côte d'Ivoire, notamment les filières cacao, hévéa, palmier à huile et cultures vivrières ;
- Expérience sur au moins 2 projets agroforestiers/agroécologiques ;
- Expérience de travail dans un contexte multi-acteurs (ONG, collectivités, ANADER, structures publiques ou projets de développement) ;
- Maîtrise des enjeux de résilience climatique, fertilité des sols et diversification des revenus agricoles.
- Expérience en valorisation économique des produits agroforestiers et en suivi participatif des innovations agricoles.

-

4.2.3. Compétences

4.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Maîtrise des techniques d'agroforesterie, de conservation des sols, de gestion de la fertilité et des systèmes mixtes agriculture-forêt, selon les principes de l'agroécologie ;
- Capacité à adapter les techniques au contexte paysan et à animer des formations ou démonstrations ;
- Connaissance des outils de suivi-évaluation agronomique et environnemental ;
- Connaissance des enjeux liés au genre, à la sécurité alimentaire et au changement climatique.

4.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Autonomie, rigueur et sens de l'innovation ;
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire et à collaborer avec les communautés locales ;
- Aptitudes relationnelles et communicationnelles pour assurer l'appropriation des pratiques par les producteurs ;
- Pédagogie, sens du dialogue et capacité à convaincre ;

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

5. Expert(e) en Communication Communautaire

5.1. Description détaillée de la fonction de l'Expert(e) en Communication Communautaire

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, l'Expert(e) en communication communautaire pilotera l'ensemble des actions de communication, de sensibilisation et de mobilisation communautaire du projet.

Véritable garant de l'adhésion sociale et de l'appropriation locale, il/elle assurera la diffusion d'informations claires, accessibles et culturellement adaptées sur les objectifs, activités et résultats du projet.

Il/elle concevra et mettra en œuvre des stratégies de communication communautaire favorisant la participation citoyenne, la compréhension des enjeux de préservation des ressources naturelles et l'inclusion sociale. En étroite collaboration avec les leaders communautaires, les organisations locales, les collectivités territoriales et les services déconcentrés, il/elle facilitera le dialogue entre le projet et les populations bénéficiaires.

L'Expert(e) en communication communautaire jouera également un rôle clé dans la remontée des perceptions, attentes et préoccupations des communautés afin d'alimenter les ajustements du projet. Son action contribuera à garantir une mise en œuvre inclusive, légitime et socialement durable du PAPREN.

Ses interventions porteront sur l'ensemble des composantes du projet, en lien étroit avec les autres cellules techniques (eau, agroforesterie, foncier, suivi-évaluation) et l'expert.e E&S.

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **planification et stratégie de communication communautaire** de :

- Concevoir, élaborer et mettre en œuvre le plan de communication communautaire du projet PAPREN, en cohérence avec les objectifs du projet, le CGES, le CPR et en collaboration avec les partenaires ;
- Définir les messages clés et les approches de communication adaptées aux réalités socioculturelles des zones d'intervention ;
- Veiller à l'intégration du genre, de l'inclusion sociale et de la participation des groupes vulnérables dans les stratégies de communication ;
- Appuyer la communication autour des appels à projets/AGR (information, critères, redevabilité).

En matière de **sensibilisation et mobilisation communautaire** de :

- Organiser et conduire des campagnes de sensibilisation sur la préservation des ressources naturelles, l'agroforesterie, la gestion de l'eau, le foncier, le changement climatique et le genre ;
- Élaborer et diffuser des outils de communication adaptés (supports visuels, audio, vidéos, émissions radios communautaires, ateliers participatifs) ;

- Faciliter la concertation communautaire et appuyer les dynamiques de participation citoyenne autour des activités du projet ;
- Renforcer les capacités des leaders communautaires, des comités locaux et des organisations de la société civile partenaires en matière de communication participative.

En matière de **coordination et appui aux cellules techniques** de :

- Collaborer étroitement avec les autres experts techniques du projet (hydrologie, agroforesterie, développement local, suivi-évaluation, foncier) afin d'assurer la cohérence des messages ;
- Appuyer la communication de proximité lors des activités de terrain (formations, démonstrations, restaurations écologiques, réunions communautaires).

En matière de **suivi, capitalisation et reporting** de :

- Collecter, analyser et valoriser les retours communautaires, perceptions et suggestions des populations bénéficiaires ;
- Contribuer à la capitalisation des bonnes pratiques et des leçons apprises en matière de communication communautaire ;
- Participer à la rédaction des rapports d'activités périodiques (techniques et E&S) et aux contributions transversales du projet.

5.2. Qualification et expérience requise

5.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau BAC+5 en communication, communication communautaire ou communication pour le développement, développement communautaire, sociologie, anthropologie ou discipline équivalente délivré par un établissement reconnu.

5.2.2. Expérience professionnelle

5.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins huit (08) années d'expérience professionnelle dans un poste similaire, en communication communautaire ou communication pour le développement (C4D), en milieu rural.

5.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

- Avoir travaillé pendant au moins cinq (5) ans comme chargé de communication sur des projets de développement, environnementaux, agroforestiers ou ruraux, avec une forte composante communautaire ;
- Bonne connaissance du contexte socioculturel de la région de la Mé et, plus largement, des approches communautaires en Côte d'Ivoire ;
- Une expérience avec des projets financés par des bailleurs internationaux (AFD, UE, Banque mondiale, etc.) constitue un atout.

5.2.3. Compétences

5.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Maîtrise des approches de communication pour le développement (C4D) et de l'animation communautaire participative ;
- Compétences avérées en production de supports multimédias (*photos, vidéos, podcasts, affiches, supports audio*) ;
- Maîtrise des techniques de facilitation, de médiation sociale et d'écoute active ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et de synthèse pour la production de rapports et supports de communication.

5.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Excellentes aptitudes interpersonnelles et interculturelles ;
- Capacité à travailler en milieu rural, multiculturel et pluridisciplinaire ;
- Sens de l'organisation, proactivité, esprit d'équipe et autonomie ;
- Sens de l'éthique, respect des communautés et capacité à instaurer un climat de confiance.
- Maîtrise des langues locales (atout majeur) ;
- Expérience en capitalisation des bonnes pratiques et en suivi participatif des actions de communication.

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

6. Expert(e) en Systèmes d'Information Géographique (SIG), Cartographie et gestion de Bases de Données

6.1. Description détaillée de la fonction de l'Expert(e) en Systèmes d'Information Géographique (SIG), cartographie et gestion de Bases de Données

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, l'Expert(e) en Systèmes d'Information Géographique (SIG), cartographie et gestion de bases de données pilotera l'ensemble des activités liées à la collecte, l'analyse, la gestion et la valorisation des données géospatiales du projet.

Véritable appui technique à l'aide à la décision, il/elle contribuera à l'identification, la localisation, la cartographie et le suivi des sites d'intervention du projet, notamment les zones de reboisement, les berges restaurées, les forêts classées, les aménagements agroforestiers et les infrastructures associées.

Grâce à l'utilisation d'outils géomatiques et de bases de données spatiales, l'Expert(e) SIG facilitera la visualisation des dynamiques territoriales, appuiera le système de suivi-évaluation et garantira une gestion territoriale intégrée, cohérente et fondée sur des données fiables. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec les autres experts techniques, les autorités locales et les partenaires institutionnels du projet.
Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **collecte et gestion des données géospatiales** de :

- Participer à la collecte des données de terrain à l'aide d'outils GPS, d'enquêtes géoréférencées et d'images satellitaires ;
- Intégrer, structurer et mettre à jour les données spatiales dans les systèmes SIG du projet ;
- Assurer la gestion et la sécurisation des bases de données géographiques et attributaires du PAPREN ;
- Garantir l'interopérabilité des données avec les bases nationales et sectorielles (IFFN, PLANGIRE, bases cadastrales, SIFOR et SCCARTO de l'AFOR, etc.).

En matière de **production cartographique et d'analyse spatiale** de :

- Assurer la production de cartes thématiques pour les différentes composantes du projet (forêts, eau, foncier, agriculture, infrastructures, etc.) ;
- Participer aux travaux de modélisation environnementale (érosion, ruissellement, occupation du sol, zones sensibles), en collaboration avec les experts techniques mobilisés ;
- Appuyer l'analyse spatiale et multicritères pour la sélection des sites d'intervention et la priorisation des actions du projet ;
- Contribuer à la conception et à l'actualisation d'un tableau de bord SIG pour le suivi-évaluation des résultats du projet.

En matière d'**appui au suivi-évaluation et à la capitalisation** de :

- Appuyer le système de suivi-évaluation à travers la production d'indicateurs spatialisés ;
- Participer à la rédaction des rapports techniques et cartographiques ;
- Contribuer à la capitalisation, au partage et à la diffusion des données géospatiales auprès des partenaires du projet (AFD, MINEF, CR de la Mé, collectivités, etc.), notamment à travers l'appui à l'élaboration de portails internet et de différentes bases de données.

En matière de **renforcement des capacités et coordination** de :

- Former et accompagner les acteurs locaux (DREF, communes, ONG partenaires, structures techniques) à l'utilisation des outils SIG et de cartographie ;
- Vulgariser les outils et résultats géospatiaux auprès des acteurs non spécialistes ;
- Travailler en étroite collaboration avec les autres cellules techniques du projet afin d'assurer la cohérence et la qualité des données produites.

6.2. Qualification et expérience requise

6.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau BAC+5 en géographie, géomatique, SIG, environnement, foresterie ou domaine connexe délivré par un établissement reconnu.

6.2.2. Expérience professionnelle

6.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins cinq (5) années d'expérience professionnelle dans un poste similaire, notamment dans la gestion de SIG, la cartographie et les bases de données spatiales.

6.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

- Expérience avérée d'au moins trois (3) années dans des projets de développement, de conservation de l'environnement ou d'aménagement du territoire ;
- Expérience en Afrique de l'Ouest, idéalement en Côte d'Ivoire ;
- Une expérience avec des projets financés par des bailleurs internationaux (AFD, UE, GIZ, Banque mondiale, etc.) constitue un atout.

6.2.3. Compétences

6.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Maîtrise avancée des outils SIG (QGIS, ArcGIS, etc.) et de télédétection (Google Earth Engine, Sentinel, Landsat, etc.) ;
- Expérience en développement de tableaux de bord, portails SIG ou plateformes de partage de données ;

- Solides compétences en gestion de bases de données (PostgreSQL/PostGIS, Excel avancé, Power BI ou outils équivalents) ;
- Connaissance des techniques de cartographie participative ;
- Familiarité avec les problématiques environnementales (forêts, ressources en eau, agriculture, foncier) ;
- Bonne connaissance des référentiels géographiques nationaux (CNTIG, BNETD, etc.).

6.2.3.1. Compétences managériales et transversales

- Rigueur, sens de l'organisation et fiabilité dans la gestion des données ;
- Capacité à vulgariser des outils techniques et à assurer des formations de base en SIG ;
- Aptitude à travailler en équipe pluridisciplinaire et en milieu rural ;
- Autonomie, esprit d'initiative et sens de la collaboration.
- Maîtrise des langues locales (atout) ;

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

7. Expert(e) Environnemental et Social (E&S)

7.1. Description détaillée de la fonction de l'Expert(e) Environnemental et Social (E&S)

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, l'Expert Environnemental et Social (E&S) sera chargé d'assurer la conformité environnementale et sociale de l'ensemble des activités mises en œuvre dans le cadre du projet.

Véritable garant de l'application effective des normes environnementales et sociales nationales et internationales, notamment celles de la Banque mondiale, qui sont appliquées par l'AFD, il veillera à la mise en œuvre rigoureuse du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) et plus globalement du Plan d'Engagement E&S (PEES) du projet. L'expert.e E&S sera appuyé.e par un.e expert.e développement local et un.e expert.e en communication communautaire en particulier sur la mise en œuvre du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) et du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP). Il accompagnera les acteurs institutionnels, les partenaires d'exécution et les communautés locales dans le respect des engagements environnementaux et sociaux du PAPREN.

À l'interface entre les bénéficiaires, les administrations déconcentrées, les collectivités territoriales et les équipes centrales du projet, l'Expert E&S assurera un suivi systématique des impacts, identifiera les risques environnementaux et sociaux et proposera des mesures d'atténuation et de compensation adaptées.

Ses interventions concerneront l'ensemble des composantes du projet PAPREN, notamment les activités de préservation et de restauration des boisements, les projets agroforestiers, les actions de gestion durable des ressources naturelles ainsi que le développement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR). À ce titre, il contribuera directement à la durabilité environnementale, sociale et institutionnelle du projet.

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière d'**élaboration et de planification environnementale et sociale** de :

- Piloter et participer à la sélection et définition des activités du projet, via notamment la réalisation du screening environnemental et social afin de se conformer à la liste d'exclusion du projet ;
- Procéder à la catégorisation environnementale et sociale des activités conformément au CGES du projet ;
- Identifier, pour chaque activité, les études et instruments requis (rapport de constat d'exclusion, Etude d'Impact Environnemental et Social Approfondie [EIES A], Etude d'Impact Environnemental et Social Simplifiée [EIES S], Plan de Gestion Environnemental et Social [PGES], Plan de Restauration des Moyens de Subsistance [PRMS], Critical Habitat Assessment [CHA], etc.) ;

- Mettre en place le suivi par une structure expérimentée sur le travail des enfants pour les activités les plus risqués,
- Élaborer les Termes de Référence (TdR) des études environnementales et sociales nécessaires ;
- Préparer la passation des marchés liés aux études E&S, à la sélection des prestataires et au suivi de leurs prestations ;
- Accompagner les prestataires jusqu'à l'obtention des autorisations environnementales requises par les autorités compétentes ;
- Intégrer les clauses environnementales et sociales dans les Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) des entreprises et contrats, valider les PGES-chantier et autres plans et suivre leur application ;
- Définir et structurer la mission de Maîtrise d'Œuvre Sociale (MOES) du projet, y compris la contractualisation de prestataires chargés de la mise en œuvre des mesures compensatoires (PRMS, etc.). L'expert.e E&S aura la charge de recruter dès que nécessaire et autant que besoin des expertises E&S additionnelles perlée pour assurer les appuis à la UCP, notamment concernant le renforcement de capacité des parties prenantes impliquées dans le projet et en particulier à la CSP/UCP, la définition de bonnes pratiques et le suivi des risques de travail des enfants, de violences basées sur le genre, d'usage abusif de la force, la gestion des réinstallations involontaires et mise en œuvre des PRMS, l'engagement des parties prenantes.

- Contribuer à la planification annuelle et opérationnelle des activités environnementales et sociales du projet ;
- Définir les indicateurs de performance environnementale et sociale du PAPREN.

En matière de **mise en œuvre et de suivi des activités** de :

- Participer aux réunions de lancement, de mise en œuvre et de clôture des activités sur le terrain ;
- Assurer le suivi environnemental et social des chantiers de reboisement, des activités agroforestières et des AGR ;
- Veiller au respect des essences locales, à la non-dégradation des zones sensibles et à l'application des pratiques agroécologiques ;
- Suivre la mise en œuvre effective des mesures d'atténuation et de compensation des impacts identifiés, en particulier la bonne gestion des chantiers et mise en œuvre des PGES, mais également la mise en œuvre des mesures prévues aux PRMS ;
- Veiller au respect des normes environnementales et sociales nationales et internationales applicables au projet.

En matière de **suivi, reporting et conformité** de :

- Élaborer et produire les rapports de suivi environnemental et social périodiques (mensuels, trimestriels, semestriels et annuels), en particulier le rapport de suivi E&S semestriel pour le compte du ST-C2D et de l'AFD ;

- Participer au recrutement de l'organisme Observateur Indépendant en charge notamment du suivi des aspects E&S, et assurer la prise en compte par le projet de ses recommandations,
- Contribuer à l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux des activités du projet sur les communautés et les écosystèmes ;
- Mettre en œuvre et assurer le suivi du mécanisme de gestion des plaintes et doléances (MGP) ;
- Alimenter les outils de suivi-évaluation des risques et impacts environnementaux et sociaux ;
- Contribuer aux missions de supervision, d'audit et d'évaluation du projet.

En matière de **coordination, concertation et renforcement des capacités** de :

- Participer aux réunions de coordination avec les partenaires techniques, les ONG, les ministères sectoriels et les collectivités territoriales, le partenaires financiers (AFD) ;
- Assurer le lien avec les parties prenantes locales (chefferies, autorités administratives, usagers des terres, organisations communautaires) ;
- Contribuer à la sensibilisation des populations locales sur les bonnes pratiques environnementales et sociales ;
- Organiser et animer des sessions de formation et de renforcement des capacités au profit des acteurs publics, des OSC et des communautés locales.

7.2. Qualification et expérience requise

7.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+5 dans les domaines de l'environnement, des sciences forestières, de l'agronomie, de la géographie, des sciences sociales, du développement durable ou de toute autre discipline équivalente délivrée par un établissement reconnu.

7.2.2. Expérience professionnelle

7.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins dix (10) années d'expérience professionnelle dans la gestion environnementale et sociale de projets de développement.

7.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

- Justifier d'au moins cinq (05) années d'expérience spécifique en gestion des risques et sauvegardes environnementales et sociales, en particulier sur l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la mise en œuvre d'EIES et de Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) / Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS), et d'au moins 3 expériences sur des projets financés par des bailleurs internationaux tels que l'AFD, la Banque Africaine, la Banque mondiale.
- Une expérience de travail avec les services déconcentrés de l'État ainsi qu'une expérience en Afrique de l'Ouest, et particulièrement en Côte d'Ivoire, constituent des atouts majeurs.

7.2.3. Compétences

7.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Excellente connaissance des politiques de sauvegarde environnementales et sociales de l'AFD et de la Banque mondiale ;
- Maîtrise des cadres normatifs et réglementaires environnementaux et sociaux ivoiriens ;
- Expérience avérée dans la préparation et la mise en œuvre de CGES, PGES, PAR, PRMS, PEPP et Plan d'Action Genre (PAG) ;
- Maîtrise des outils de suivi environnemental et social (grilles de conformité, indicateurs, cadres de gestion) ;
- Expérience confirmée en élaboration de TdR, suivi de prestations et suivi-évaluation environnemental et social ;
- Solides connaissances en socio-économie rurale, foncier et gestion participative des ressources naturelles ;
- Excellentes capacités rédactionnelles (rapports, notes de synthèse, comptes rendus) ;
- Capacité à conduire des consultations publiques en milieu rural, y compris en zones isolées.

7.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Sens de l'écoute, de la médiation et de la concertation ;
- Capacité à travailler en autonomie tout en rendant compte ;
- Rigueur, éthique professionnelle et sens des responsabilités ;
- Aptitude à travailler dans un environnement pluridisciplinaire et multi-acteurs ;
- Maîtrise des langues locales (atout).

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

8. Responsable Administratif et Financier (RAF)

8.1. Description détaillée de la fonction de le/la Responsable Administratif et Financier (RAF)

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, le/la Responsable Administratif et Financier (RAF) assurera la gestion administrative, financière, comptable et logistique du projet.

Véritable garant(e) de la bonne gouvernance des ressources mises à disposition au niveau local, il/elle veillera au respect strict des procédures administratives, financières et comptables définies par l'AFD, le C2D et le MINEF. Il/elle contribuera à la transparence, à la traçabilité et à la fiabilité des flux financiers liés aux activités mises en œuvre dans la zone d'intervention du projet.

Il/elle appuiera le pilotage opérationnel du projet au niveau local, préparera les rapports financiers périodiques, facilitera les contrôles et audits, et accompagnera les partenaires locaux et structures d'exécution dans le renforcement de leurs capacités administratives et financières. À ce titre, son rôle sera déterminant pour assurer une mise en œuvre efficace, conforme et durable du PAPREN au niveau décentralisé.
Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **gestion financière et comptable** de :

- Élaborer, en lien avec le Coordonnateur et le/la Responsable de la CSP, le budget annuel des activités du projet ;
- Assurer la tenue de la comptabilité générale et analytique du projet incluant la CSP, conformément aux normes comptables en vigueur ;
- Enregistrer l'ensemble des opérations financières dans le respect des principes de régularité, de sincérité et de traçabilité ;
- Préparer les rapports financiers périodiques (semestriels et annuels) destinés à l'AFD, au C2D, au MINEF (CSP) et à la Coordination du projet ;
- Assurer le suivi de la trésorerie, des décaissements, des paiements et des rapprochements bancaires, selon les procédures du C2D ;
- Appuyer la planification budgétaire annuelle et la prévision des flux de trésorerie liés aux activités locales du projet.

En matière de **gestion administrative et logistique** de :

- Superviser la gestion administrative des ressources humaines du projet (recrutements, contrats, paie, congés, absences) en lien avec la Coordination du projet ;
- Assurer la gestion des achats, des contrats, des équipements et des stocks du projet incluant l'UCP, en collaboration avec l'expert en passation des marchés ;
- Veiller à la bonne gestion des locaux, des véhicules et de la logistique quotidienne du projet, notamment à Adzopé ;

- Assurer l'archivage physique et numérique des pièces administratives et financières du projet au niveau de la CSP et au niveau local (UCP) ;
- Appuyer la préparation administrative et financière des missions de terrain ;
- Assurer le suivi administratif et financier des consultants et experts à court terme intervenant dans la zone du projet.

En matière de **conformité, d'audit et d'appui au pilotage** de :

- Garantir le respect des procédures du C2D, des règles de gestion de l'AFD, du droit ivoirien et des instructions du MINEF ;
- Préparer et mettre à disposition l'ensemble des pièces justificatives requises dans le cadre des contrôles et audits financiers ;
- Faciliter les missions d'audit, de supervision et de contrôle interne et externe ;
- Contribuer au reporting global du projet et à l'élaboration des rapports consolidés ;
- Participer aux réunions de coordination et de pilotage du projet au niveau local ;
- Appuyer le renforcement des capacités administratives et financières des partenaires et structures locales impliquées dans la mise en œuvre du PAPREN.

8.2. Qualification et expérience requise

8.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau Bac+5 en gestion, comptabilité, audit, finances ou tout autre domaine équivalent délivré par un établissement reconnu.

8.2.2. Expérience professionnelle

8.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins sept (07) années d'expérience professionnelle à un poste similaire de gestion administrative et financière, de préférence dans des projets de développement, ONG ou programmes financés par des bailleurs.

8.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

Justifier d'une expérience avérée dans la gestion administrative et financière de projets financés par des bailleurs internationaux, notamment l'AFD et/ou l'Union européenne.
Une bonne connaissance du contexte administratif et financier ivoirien constitue un atout majeur, tout comme l'expérience d'un projet sous financement C2D.

8.2.3. Compétences

8.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Maîtrise de la comptabilité OHADA et des principes de gestion budgétaire ;
- Solides compétences en reporting financier, suivi de trésorerie et justification des dépenses ;
- Bonne connaissance des procédures des bailleurs internationaux, en particulier celles de l'AFD et du C2D ;

- Compétences en gestion des ressources humaines, administration générale et logistique ;
- Maîtrise des logiciels comptables (SAGE, QuickBooks ou équivalents) ;
- Excellente maîtrise des outils bureautiques, notamment Excel (niveau avancé).

8.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Rigueur, intégrité et sens élevé de la redevabilité ;
- Bonnes capacités rédactionnelles et de synthèse ;
- Esprit d'analyse, autonomie et sens des priorités ;
- Capacité à travailler en équipe et à accompagner les partenaires locaux avec pédagogie ;
- Maîtrise du français obligatoire.

9. Responsable Passation de Marchés

9.1. Description détaillée de la fonction de le/la Responsable Passation de Marchés

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, le/la Responsable Passation de Marchés assurera la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble des procédures de passation de marchés de biens, services et travaux nécessaires à la mise en œuvre des activités locales du projet. Il/elle assurera également la planification, la mise en œuvre et le suivi des appels à projets à destination des OSC et des coopératives.

Il/elle veillera au respect strict des procédures de passation de marchés de l'Agence Française de Développement (AFD), des dispositions du C2D ainsi que de la réglementation nationale ivoirienne en matière de marchés publics. À ce titre, il/elle garantira la transparence, la concurrence, l'efficacité et la traçabilité des processus d'achat mis en œuvre par l'UCP.

Le/la Responsable Passation de Marchés préparera et actualisera le Plan de Passation des Marchés (PPM), élaborera les dossiers d'appel d'offres et de consultation, les dossiers d'appels à projet, et organisera les processus de sélection et supervisera l'évaluation des offres. Il/elle assurera également le suivi administratif et contractuel des prestataires retenus et appuiera les audits et missions de contrôle lié aux marchés du projet. Il/elle travaille en étroite relation avec la Direction Générale des Marchés Publics (DGMP).

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **planification et de suivi des marchés** de :

- Élaborer, mettre à jour et suivre le Plan de Passation des Marchés (PPM) du projet, en lien avec l'UCP, la CSP, et le RAF ;
- Veiller à la cohérence du PPM avec le budget, le plan de travail annuel et le calendrier opérationnel du PAPREN ;
- Assurer la mise en œuvre du PPM conformément aux règles de l'AFD, aux procédures du C2D et à la réglementation nationale en vigueur ;
- Participer à l'identification et à la définition des besoins du projet (biens, services et travaux) ;
- Appuyer l'élaboration des termes de référence, cahiers des charges et spécifications techniques en collaboration avec les experts techniques.

En matière de **procédures de passation de marchés** de :

- Préparer et publier les avis de consultation, appels d'offres, demandes de cotation et demandes de propositions selon les seuils applicables ;
- Assurer, en collaboration étroite avec le coordonnateur de l'UCP, la qualité des dossiers d'appel d'offres et des demandes de propositions (suivant les modèles du C2D) devant être soumis à l'avis de non objection de l'AFD et/ou de la DGMP et assurer leur transmission selon le cas ;
- Constituer, gérer et sécuriser les dossiers de consultation des entreprises et prestataires ;

- Organiser les commissions d'ouverture et d'évaluation des offres ;
- Assurer le contrôle qualité (régularité, objectivité et transparence) des rapports d'évaluation des offres et propositions reçues, y compris des rapports d'ouverture des offres et assurer le secrétariat des séances publiques d'ouverture des plis ;
- Assurer que les rapports d'ouverture de plis et d'évaluation des offres sont signés conjointement par les membres désignés de ces commissions ;
- Être l'interlocuteur de l'AFD et de la DGMP pour toutes les questions relatives aux acquisitions notamment pour toutes les communications liées à l'obtention des avis de non objections ;
- Assurer la notification des résultats aux soumissionnaires et la gestion des éventuels recours.
- Assurer le contrôle qualité des contrats préparés par les experts techniques, après l'obtention des avis de non objection si c'est requis, et veiller à leurs signatures par les personnes habilitées à le faire ; et
- Concevoir et mettre en place une base de données fournisseurs, et développer des statistiques de gestion qui permettront aux financiers de mesurer le niveau de performance des prestataires

En matière de **gestion contractuelle et de suivi des prestataires** de :

- Assurer le suivi administratif des contrats (signature, enregistrement, avenants, réceptions provisoires et définitives), en collaboration avec le/la RAF ;
- Veiller au respect des obligations contractuelles par les prestataires (délais, livrables, qualité), en collaboration avec le/la RAF ;
- Assurer le classement, l'archivage physique et numérique et la traçabilité de l'ensemble des dossiers de marchés ;
- Mettre en place des outils de suivi des marchés (tableaux de bord, indicateurs, alertes) ;
- Produire des rapports périodiques sur l'état d'avancement des marchés au niveau du projet.

En matière d'**appui au pilotage, de conformité et d'audit** de :

- Conseiller la Coordination du projet sur les aspects juridiques et contractuels liés aux achats ;
- Veiller à l'intégrité, à la transparence et à la conformité des procédures de passation de marchés ;
- Préparer et mettre à disposition les documents requis dans le cadre des missions d'audit, de contrôle et de supervision ;
- Participer aux réunions de coordination et de pilotage du projet ;
- Contribuer au reporting global du projet en lien avec le RAF, le Coordonnateur de l'UCP et le/la Responsable de la CSP.

Rôle de conseil auprès du Coordonnateur de l'UCP

Dans sa mission au sein de l'équipe, le/la Spécialiste en Passation des Marchés apportera un conseil utile au Coordonnateur et à tous les membres de l'équipe dans :

- La phase d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et de proposition d'attribution du marché ;
- L'assistance à la réponse aux demandes de clarification des soumissionnaires ;

- La réponse aux commentaires de l'AFD ;
- Les propositions de solutions alternatives lorsqu'un problème de passation des marchés ne peut être résolu à l'interne ;
- L'examen de toute correspondance arrivée ou départ concernant la passation des marchés afin de s'assurer que le courrier a reçu le traitement adéquat dans le parfait respect des règles et,
- L'interprétation des clauses du contrat en cas de différend pendant l'exécution du contrat.

Incompatibilité avec certaines fonctions d'exécution

Afin d'éviter les situations potentielles de conflit d'intérêt qui pourraient ne pas lui permettre de donner un avis objectif dans le seul intérêt du client, le/la Spécialiste en Passation des Marchés :

- Ne sera pas membre de la Commission d'Evaluation à laquelle il/elle apporte un conseil utile pour le respect des règles ; il/elle pourrait cependant assurer le secrétariat de la Commission des Marchés, organe de contrôle interne ;
- Ne devra pas participer aux opérations d'exécution du marché notamment (i) les réceptions de qualité ou de quantité et (ii) le paiement ; il/elle apportera un éclairage en cas de contentieux dans l'interprétation des clauses du contrat ; et
- Ne devra pas être dans une position de gestionnaire comptable de matières.

9.2. Qualification et expérience requise

9.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau Bac +4/5 au moins en droit public, marchés publics, gestion de projets, administration publique ou tout autre domaine équivalent délivré par un établissement reconnu.

Une formation complémentaire ou certification en passation des marchés publics ou en procédures bailleurs (AFD, Banque mondiale, UE, BAD, etc.) est fortement souhaitée (ex. : certification PRMP, UNESCO/UNDP, etc.) ;

9.2.2. Expérience professionnelle

9.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle dans la passation de marchés, acquise au sein de projets de développement, d'organisations internationales, d'administrations publiques ou d'ONG.

9.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

Disposer d'une expérience avérée d'au moins trois (03) années dans la préparation et la gestion de marchés financés par des bailleurs internationaux (AFD, Union européenne, BAD ou équivalents).
Une expérience spécifique sur des projets financés par l'AFD constitue un atout fortement souhaité.

9.2.3. Compétences

9.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Excellente maîtrise des procédures de passation des marchés publics et des règles des bailleurs internationaux ;
- Excellente connaissance du Code des marchés publics de Côte d'Ivoire, et des procédures et délais associés, y compris le rôle de la DGMP ;
- Capacité à élaborer des Plans de Passation des Marchés, dossiers d'appel d'offres et rapports d'analyse, selon les modèles de l'AFD adaptés au C2D ;
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, outils de suivi budgétaire et de planification).

9.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Rigueur, Sens élevé de l'organisation, rigueur et discrétion professionnelle ;
- Esprit d'analyse et capacité à travailler sous contrainte de délais ;
- Bonnes qualités relationnelles et aptitude au travail en équipe pluridisciplinaire ;
- Sens de l'éthique, de la transparence et de la redevabilité.
- Maîtrise du français obligatoire.

10. Responsable Suivi-Évaluation

10.1. Description détaillée de la fonction de le/la Responsable Suivi-Évaluation

Placé(e) sous l'autorité du Responsable de la Cellule de Suivi de Projet (CSP) et sous la supervision opérationnelle du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, le/la Responsable Suivi-Évaluation (S&E) sera chargé(e) de la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de suivi-évaluation du projet.

Il/elle assurera la collecte, l'analyse, la consolidation et la fiabilisation des données relatives aux indicateurs de performance, de résultats et d'impact du projet, conformément au cadre logique, au Plan de Suivi-Évaluation et aux exigences des bailleurs de fonds, notamment l'Agence Française de Développement (AFD) et le MINEF (C2D).

À travers un suivi régulier des activités sur le terrain, il/elle contribuera à l'appréciation de l'état d'avancement du projet, à l'identification des écarts et difficultés, et à la formulation de recommandations opérationnelles destinées à orienter la prise de décision. Le/la Responsable S&E jouera un rôle central dans la mesure des effets et impacts du PAPREN sur les ressources naturelles, les territoires et les communautés bénéficiaires.
Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **conception et de mise en œuvre du système de suivi-évaluation** de :

- Mettre en place et actualiser les outils de collecte et la base de données de suivi-évaluation
- Organiser et superviser la collecte régulière des données quantitatives et qualitatives relatives aux différentes composantes du projet (forêt, eau, agroforesterie, développement local, AGR, etc.) ;
- Vérifier la qualité, la cohérence et la fiabilité des données collectées ;
- Analyser les données et produire des synthèses permettant d'apprécier l'avancement, les résultats et les effets des activités ;
- Appuyer les équipes techniques (forestiers, agroforestiers, socio-économistes, experts E&S) dans l'intégration des données S&E dans leurs activités.

En matière de **suivi de terrain et de suivi participatif** de :

- Organiser et réaliser des missions de terrain pour le suivi physique des réalisations (visites de sites, enquêtes, entretiens, observations) ;
- Mettre en œuvre des approches de suivi participatif impliquant les communautés bénéficiaires, les organisations de la société civile, les collectivités territoriales et les points focaux locaux ;
- Contribuer à la documentation des bonnes pratiques, des leçons apprises et des difficultés rencontrées sur le terrain.

En matière de **reporting, d'évaluation et d'appui au pilotage** de :

- Elaborer les rapports de suivi-évaluation périodiques (trimestriels, semestriels, annuels) à destination de la CSP, du MINEF et des partenaires techniques et financiers ;

- Contribuer à la préparation des revues de projet, missions de supervision et comités de pilotage ;
- Appuyer les audits techniques, les évaluations intermédiaires et l'évaluation finale du projet ;
- Produire des tableaux de bord et notes d'analyse facilitant la prise de décision et l'ajustement des stratégies d'intervention ;
- Assurer la transmission régulière d'informations fiables et consolidées au Coordonnateur de l'UCP et au Responsable de la CSP.

10.2. Qualification et expérience requise

10.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+5 en statistiques, économie, planification, gestion de projets, suivi-évaluation, environnement ou toute autre discipline connexe délivré par un établissement reconnu.

10.2.2. Expérience professionnelle

10.2.2.1. Expérience professionnelle générale

Justifier d'au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle dans la mise en place et la gestion de systèmes de suivi-évaluation pour des projets de développement multisectoriels.

10.2.2.2. Expérience spécifique en projets de développement

Disposer d'une expérience avérée d'au moins trois (03) années sur des projets de développement rural et/ou de gestion des ressources naturelles financés par des bailleurs internationaux tels que l'AFD, l'Union européenne, la Banque mondiale ou des institutions équivalentes.

10.2.3. Compétences

10.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Maîtrise des approches et méthodologies de suivi-évaluation axées sur les résultats ;
- Bonne connaissance des outils de suivi (cadre logique, théorie du changement, matrices de performance, indicateurs SMART) ;
- Maîtrise des outils et logiciels de traitement et d'analyse de données (Excel avancé, KoboToolbox, SPSS ou équivalents) ;
- Capacité d'analyse et de synthèse des données quantitatives et qualitatives ;
- Bonne compréhension des enjeux liés à la gestion durable des ressources naturelles, au développement rural et à l'adaptation au changement climatique ;
- Connaissance du contexte institutionnel et territorial ivoirien (atout).

10.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Rigueur, organisation, sens de la qualité des données et esprit analytique ;
- Persévérance et diplomatie pour collecter/standardiser les données ;
- Bonnes capacités rédactionnelles et de communication ;
- Aptitudes relationnelles et pédagogiques pour l'animation, la formation et le travail avec les communautés ;
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire et en milieu rural.

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).

11. Assistant(e) Administratif(ve)

11.1. Description détaillée de la fonction de le/la Assistant(e) Administratif(ve)

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, le/la Assistant(e) Administratif(ve) sera chargé(e) d'assurer toutes les tâches administratives essentielles au bon fonctionnement de l'UCP.

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **gestion administrative** de :

- Assurer la gestion quotidienne des tâches administratives de l'UCP PAPREN ;
- Organiser les dossiers, documents administratifs et archives ;
- Préparer et rédiger des correspondances, rapports, et autres documents officiels.

En matière de **coordination et communication** de :

- Organiser l'agenda du Coordonnateur de l'UCP ;
- Contribuer à la préparation des documents de travail pour les réunions et ateliers ;
- Participer aux réunions et rédiger les comptes rendus.

En matière de **support logistique** de :

- Organiser les déplacements, réunions, et événements pour le Coordonnateur et les membres de l'UCP ;
- Participer à la bonne gestion des fournitures de bureau et les équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'UCP.

En matière de **gestion des ressources humaines** de :

- Appuyer le processus de recrutement des prestataires de service ;
- Contribuer à l'organisation des dossiers du personnel et au suivi des évaluations de performance.

11.2. Qualification et expérience requise

11.2.1. Diplôme et qualification

Être titulaire d'un diplôme universitaire d'au moins niveau Bac+3 en administration, gestion, secrétariat ou toute autre discipline connexe délivré par un établissement reconnu.

11.2.2. Expérience professionnelle

Justifier d'au moins trois (03) années d'expérience professionnelle dans un domaine spécifique lié à l'administration, la gestion de projets, ou la coordination.

11.2.3. Compétences

11.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Excellentes compétences en communication orale et écrite ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques, notamment la Suite Office (Word, Excel, PowerPoint) ;
- Capacité à rédiger des rapports et des documents officiels de manière claire et concise
- Forte capacité d'organisation et autonomie dans la gestion des tâches ;
- Esprit d'équipe et proactivité dans les missions confiées ;
- Capacité à gérer plusieurs tâches simultanément et à respecter les délais.
- Sens de la confidentialité et de la discrétion ;
- Capacité à travailler sous pression et à s'adapter à des environnements de travail dynamiques ;
- Intérêt pour les secteurs de la préservation des ressources naturelles et du développement durable.

11.2.3.2. Compétences managériales et transversales

- Rigueur, autonomie et sens élevé de l'organisation ;
- Bonnes capacités rédactionnelles et de communication ;
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire et en milieu rural.

12. Chauffeurs-Coursiers (03 postes)

12.1. Description détaillée de la fonction des Chauffeurs-coursiers

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur de l'UCP PAPREN, les chauffeurs-coursiers seront chargés d'assurer le transport des membres de l'Unité de Coordination pour tous les déplacements professionnels, tout en respectant les mesures de sécurité en la matière.

Il/Elle aura spécifiquement pour missions :

En matière de **transport des Membres de l'UCP** de :

- Assurer le transport des membres de l'UCP PAPREN pour tous les déplacements professionnels ;
- Veiller à la sécurité des passagers en respectant les règles de conduite et les mesures de sécurité routière.

En matière d'**entretien des véhicules** de :

- Maintenir le véhicule en bon état de fonctionnement en effectuant des vérifications régulières ;
- Assurer la propreté intérieure et extérieure du véhicule ;
- Signaler toute anomalie ou besoin de réparation au Coordonnateur de l'UCP PAPREN.

En matière de **planification des déplacements** de :

- Planifier les itinéraires en fonction des rendez-vous et des missions assignées ;
- Optimiser les trajets pour garantir la ponctualité et l'efficacité des déplacements.

En matière de **support logistique** de :

- Appuyer à la gestion logistique lors des événements, réunions, et missions sur le terrain ;
- Transporter les documents, courriers, équipements, et fournitures nécessaires aux activités de l'UCP ;

En matière de **gestion administrative** de :

- Tenir à jour les registres de bord et les documents relatifs aux déplacements ;
- Assurer la gestion des documents administratifs liés au véhicule (assurance, contrôle technique, etc.).

12.2. Qualification et expérience requise

12.2.1. Diplôme et qualification

Avoir le niveau minimum du BEPC ou équivalent délivré par un établissement reconnu et le permis de conduire.

12.2.2. Expérience professionnelle

Justifier d'au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle dans un emploi de chauffeur, de préférence dans un contexte similaire (projet, service de terrain, etc.), et avec des véhicules à quatre roues motrices.

12.2.3. Compétences

12.2.3.1. Compétences techniques spécifiques

- Excellente maîtrise des règles de conduite et des mesures de sécurité routière ;
- Capacité à effectuer des vérifications et des entretiens de base sur les véhicules ;
- Compétences en planification et optimisation des itinéraires ;
- Forte capacité d'organisation et autonomie dans la gestion des tâches ;
- Sens de la confidentialité et de la discrétion.

12.2.3.2. Atouts complémentaires

- Bonne condition physique avec aptitudes à effectuer des déplacements sur le terrain.

Conditions spécifiques

Poste nécessitant de nombreux déplacements dans les zones d'intervention du PAPREN (Région de la Mé, de l'Agneby-Tiassa, du Lôh-djiboua, District d'Abidjan etc.).